

TABLE DES MATIÈRES

Préface.....	9
Sommaire.....	13
Liste des principales abréviations.....	15
Introduction.....	21

PREMIÈRE PARTIE L'IDENTIFICATION DES PRINCIPES DIRECTEURS

Titre I : L'existence du procès civil transfrontalier	45
Chapitre I: Le principe du contradictoire	47
Section I: Le contradictoire dans l'instance directe.....	52
I. L'information du défendeur	53
A. Les modalités de l'information.....	54
1. Le règlement (CE) n° 1393/2007.....	55
2. Les règlements injonction de payer et petits litiges	58
a. La présentation des procédures européennes	58
b. Les règles de notification.....	61
B. Le contenu de l'information	64
II. La protection du destinataire de l'acte	67
A. Le droit de refuser de recevoir un acte	67
1. Le règlement (CE) n° 1393/2007.....	67
2. Les autres règlements.....	70
B. La protection du défendeur non comparant.....	71
1. Le sursis à statuer.....	72
2. Le relevé de forclusion.....	74
Section II: Le contradictoire dans l'instance indirecte	75
I. La protection du principe du contradictoire par le refus de reconnaissance ou d'exécution d'une décision étrangère	75
A. La violation des droits du défendeur défaillant	79
B. Le respect du contradictoire au titre de l'ordre public international	81
II. L'insuffisance des garanties du contradictoire dans les règlements supprimant l' <i>exequatur</i>	83
A. Le laxisme des conditions contrôlées	84
B. Des voies de recours insuffisantes	93
1. Le réexamen de la décision dans des cas exceptionnels	93
2. La possibilité d'un recours devant la Cour européenne des droits de l'homme	96
Conclusion du chapitre I	99

Chapitre II : Le principe du rôle actif du juge	101
Section I : Le rôle actif du juge national dans le contrôle de sa compétence internationale	104
I. La vérification d'office de la compétence internationale	104
A. La vérification de compétence dans les règlements européens de droit international privé	105
1. Le règlement <i>Bruxelles I bis</i>	106
2. Le règlement <i>Bruxelles II bis</i>	109
3. Le règlement « aliments »	111
4. Le règlement « successions »	112
5. Les règlements relatifs aux régimes matrimoniaux et aux effets patrimoniaux des partenariats enregistrés	113
B. La vérification de compétence dans les règlements instituant des procédures européennes	115
II. L'office du juge dans le règlement des conflits de procédures	117
A. Les pouvoirs du juge en cas de litispendance européenne et extra-européenne	118
B. Les pouvoirs du juge en cas de connexité européenne et extra-européenne	124
Section II : Les contours de l'office du juge dans la détermination de la loi applicable	128
I. La promotion du rôle actif du juge dans la mise en œuvre de la règle de conflit de lois européenne	128
A. L'office du juge dans le silence des règlements européens	129
1. Le renvoi au droit national	130
2. La possible extension de la jurisprudence de la Cour de Justice	134
B. L'admission de l'accord procédural	142
II. Le rôle actif du juge dans l'établissement du contenu de la loi étrangère	145
A. La charge de l'établissement du contenu de la loi étrangère	145
B. Les modes d'établissement du contenu de la loi étrangère	149
Conclusion du chapitre II	153
Conclusion du titre I	155
Titre II : La bonne administration de la justice civile transfrontalière	157
Chapitre I : Le principe de célérité	159
Section I : La notion de célérité	160
I. La définition négative	161
A. La distinction de la célérité et de l'urgence	161
B. La distinction de la célérité et du délai raisonnable	164
1. La notion de délai raisonnable	166
2. Le refus d'assimilation	171
II. La définition positive	172
A. Une notion autonome	172
B. La nature de la célérité	173

Section II: L'existence du principe de célérité.....	176
I. Les manifestations du principe de célérité.....	176
A. Les manifestations de la célérité dans les instruments de coopération judiciaire européenne.....	176
1. Le règlement « signification ».....	176
2. Le règlement « obtention des preuves ».....	178
B. Les manifestations de la célérité dans les règlements européens de droit international privé.....	180
1. Le règlement <i>Bruxelles I bis</i>	180
2. Le règlement <i>Bruxelles II bis</i>	181
3. Le règlement « aliments ».....	182
4. Les règlements sur les régimes matrimoniaux et sur les effets patrimoniaux des partenariats enregistrés.....	184
C. Les manifestations de la célérité dans les règlements instituant des procédures civiles européennes.....	185
1. Le règlement « injonction de payer européenne ».....	185
2. Le règlement petits litiges.....	187
II. L'effectivité du principe de célérité.....	189
A. La sanction du principe de célérité.....	190
B. Les faiblesses du principe de célérité.....	192
Conclusion du chapitre I.....	195
Chapitre II: Le principe du dialogue transfrontalier.....	197
Section I: Les manifestations du dialogue transfrontalier.....	199
I. Les manifestations du dialogue dans les instruments de coopération judiciaire européenne.....	199
A. Le règlement « obtention des preuves ».....	199
B. Le règlement « signification ».....	202
II. Les manifestations du dialogue dans les règlements européens de droit international privé.....	203
A. Le règlement <i>Bruxelles I bis</i>	203
B. Le règlement <i>Bruxelles II bis</i>	205
1. Les manifestations du dialogue dans le corps du règlement.....	205
2. Les manifestations du dialogue dans la jurisprudence de la Cour de Justice.....	207
III. Les manifestations du dialogue dans les règlements instituant des procédures civiles européennes.....	208
Section II: La mise en œuvre du dialogue transfrontalier.....	210
I. Les modalités de mise en œuvre.....	210
A. L'utilisation de formulaires types.....	210
B. L'appui du Réseau judiciaire européen en matière civile et commerciale.....	212
II. Les difficultés de mise en œuvre.....	214
A. La barrière linguistique.....	214
B. La préservation des droits des parties.....	215

Conclusion du chapitre II.....	217
Conclusion du titre II	219
Conclusion de la première partie	221

SECONDE PARTIE LA CONSÉCRATION DES PRINCIPES DIRECTEURS

Titre I: La possibilité de la consécration	227
Chapitre I: Les apports de la consécration	229
Section I: Les apports au droit judiciaire privé européen	229
I. La cohérence du droit judiciaire privé européen.....	229
A. L'existence d'incohérences.....	230
B. Les principes directeurs, facteur de cohérence.....	232
II. La complétude du droit judiciaire privé européen	233
A. L'existence de lacunes	233
B. Les principes directeurs, facteur de complétude	236
Section II: L'apport à la construction de l'Espace judiciaire civil européen	237
I. Le rôle de la confiance mutuelle dans l'Espace judiciaire civil européen	238
A. La confiance mutuelle: condition de la reconnaissance mutuelle des décisions.....	238
B. L'extension jurisprudentielle du rôle de la confiance mutuelle	242
II. Les principes directeurs, facteur de confiance mutuelle	247
Conclusion du chapitre I	251
Chapitre II: L'absence d'obstacles à la consécration.....	253
Section I: La compétence de l'Union européenne	254
I. La reconnaissance de la compétence de l'Union européenne en matière de procédure civile	255
A. Une compétence acquise progressivement.....	255
1. Une absence de compétence explicite dans les traités antérieurs au Traité d'Amsterdam	255
2. L'apport du Traité d'Amsterdam.....	257
B. La nature de la compétence de l'Union européenne.....	259
1. Une compétence d'attribution.....	260
2. Une compétence partagée	260
II. Le respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité	262
A. Le respect du principe de subsidiarité	262
B. Le respect du principe de proportionnalité	265
Section II: L'autonomie procédurale des États membres	268
I. La présentation du principe d'autonomie procédurale.....	268
A. La clarification de la notion d'autonomie procédurale.....	268
B. L'encadrement jurisprudentiel de l'autonomie procédurale	271
1. Le principe d'équivalence.....	271
2. Le principe d'effectivité minimale.....	273

II. La compatibilité de l'autonomie procédurale avec la consécration de principes directeurs	274
A. L'émergence d'un droit judiciaire européen	274
B. Le rétrécissement de l'autonomie procédurale	275
Conclusion du chapitre II	277
Conclusion du titre I	279
Titre II : La réalisation de la consécration	281
Chapitre I: Les modalités de la consécration	285
Section I: La détermination de la base juridique adéquate	285
I. Les bases juridiques écartées	287
A. L'article 114 du Traité FUE	287
B. L'article 352 du Traité FUE	289
C. L'article 47 de la Charte des droits fondamentaux	292
II. La base juridique retenue: l'article 81 du Traité FUE	292
A. Les conditions du recours à l'article 81 du Traité FUE	294
1. La mesure doit entrer dans le champ de la coopération judiciaire civile	294
2. L'exigence d'une incidence transfrontière	295
3. La condition relative au bon fonctionnement du marché intérieur ...	296
B. Les conséquences du recours à l'article 81 du Traité FUE	297
1. Un champ d'application territorial limité	297
2. La procédure législative applicable	299
Section II: La détermination de l'instrument juridique approprié	300
I. L'éventuelle insertion des principes directeurs dans un Code européen	302
A. La méthode de codification européenne	302
1. La consolidation	303
2. La codification officielle ou constitutive	304
3. La refonte	305
B. Le rejet d'un Code	306
II. Le choix d'un instrument spécifique	307
A. Le choix du règlement	309
B. L'articulation de l'instrument envisagé avec les droits nationaux	311
Conclusion du chapitre I	315
Chapitre II: Le contenu de la consécration	317
Section I: Le champ d'application des principes directeurs	317
I. Le champ d'application matériel	317
A. Un règlement applicable en matière civile et commerciale	318
B. Un règlement limité aux litiges transfrontaliers	319
II. Le champ d'application spatial	326
Section II: La rédaction des principes directeurs	330
I. La rédaction des principes directeurs face au multilinguisme	330
A. Le respect de la diversité linguistique	331
B. La méthode de rédaction	334

II. La formulation des principes directeurs.....	336
1. Le principe du contradictoire.....	337
2. Le principe du rôle actif du juge.....	339
3. Le principe de célérité.....	341
4. Le principe du dialogue transfrontalier.....	341
Conclusion du chapitre II.....	343
Conclusion du titre II.....	345
Conclusion de la seconde partie.....	347
Conclusion générale.....	349
Bibliographie.....	351
Index alphabétique.....	421